

# Carnet d'Europe

N° 10/110 – 2 décembre 2019 – 2€

## Lettre d'actualité européenne

L'Édito d'Alain RÉGUILLON

### Défense européenne : ce n'est pas gagné !

Deux épisodes ont relancé le débat sur cette question ces dernières semaines.

Le premier est l'entretien accordé par le Président de la République française Au journal The Economist dans lequel il évoque la « mort cérébrale » de l'OTAN, une organisation, selon le président, incapable de planifier et coordonner l'action politique de ses membres, en attestent le retrait des forces américaines du Nord-Est de la Syrie ou l'offensive turque contre les Kurdes.

Par ce propos, le président ne met pas en cause la capacité d'intervention militaire de l'OTAN, mais bien sa finalité politique.

La réaction de l'Allemagne et d'un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale montre le fossé qui existe entre Européens sur le devenir d'une défense européenne. La plupart des pays considèrent l'OTAN comme le seul bouclier sous lequel s'abriter, une armée européenne ne pouvant exister qu'en son sein. D'autres, et c'est le cas de la France, souhaitent une défense indépendante, une armée vraiment européenne et une relation avec l'OTAN qui ne soit plus soumise au dictat de Washington.

Cela peut se concevoir à une condition : c'est que l'Union ne soit plus une association d'États, mais une puissance à part entière, les pays membres déléguant des pouvoirs régaliens à une entité politique disposant de toutes les prérogatives d'un État souverain. Et c'est là que la France n'est pas crédible car elle est l'un des pays qui bloquera le plus cette évolution.

Il faut donc trouver une ligne intermédiaire qui doit reposer sur deux initiatives : tout d'abord engager une réforme de l'OTAN qui donne davantage de pouvoir aux Européens et redéfinisse ses objectifs politiques ; ensuite, que les Européens se dotent d'une armée cohérente, d'un matériel militaire compatible et donc européen, d'une ligne politique claire quant à leur solidarité interne et à leurs responsabilités externes.

Le second épisode est consécutif à l'accident en intervention de 13 militaires français au Mali qui repose la question d'une meilleure solidarité entre Européens quant au combat contre le terrorisme islamiste.

Suite page 19



Lettre mensuelle d'actualité européenne du 2 décembre 2019

La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Carnet d'Europe éditée par Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847 Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON - Rédacteur en chef : Alain MALÉGARIE - Presse fédéraliste C/o Maison des Européens – 7, rue Amédée Bonnet – 69006 LYON - [www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu) – [www.mde-lyon.eu](http://www.mde-lyon.eu)

Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs

## Chez nos partenaires

Par Alain REGUILLON

**Allemagne : La retraite à 69 ans !** Après une réforme qui avait suscité de vifs débats, l'âge de la retraite a été porté de 65 à 67 ans par étapes d'ici à 2032. Or, selon un récent rapport de la Bundesbank, tous les actifs nés en 2001 devraient travailler jusqu'à 69 ans soit jusqu'en 2071. L'argument repose sur un vieillissement de la population, sur l'allongement de la durée de vie et sur la chute démographique.

Bien que les caisses publiques disposent, à la fin de l'année 2018, de 38 milliards d'euros, cela ne suffira pas à satisfaire les besoins à pensions, considérant l'arrivée de nombreux retraités au milieu des années 2020. La retraite actuelle à taux plein est basée sur 48% du dernier salaire. En 2071, après 69 ans de vie active, un retraité ne toucherait plus que 43% de son dernier salaire, certains disant que la baisse pourrait atteindre 40%.

Le rapport de la Bundesbank crée quelques tensions au sein de la coalition CDU/SPD, d'autant qu'aucun accord n'est encore parvenu sur la situation des salariés qui ne peuvent travailler jusqu'à 67 ans pour des raisons de santé.

Ainsi, le débat sur la retraite n'est pas propre à notre pays, bien qu'il soit moins tendu semble-t-il en Allemagne. Toute les grandes institutions –Commission européenne, FMI, OCDE- prônent l'allongement du temps de travail. Mais tout cela n'est qu'argument comptable. Il a bien sûr son importance. Mais ne peut-on raisonner autrement en considérant les gens pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des êtres humains dont aucun n'a tout à fait le même profil, le même « capital santé » et la même « usure » au travail.

Le débat des retraites me semble rejoindre celui du mode de vie, de consommation, de production. Il doit être examiné au regard de l'avenir de la planète en considérant la bonne répartition des richesses dès l'enfance, la retraite, marqueur de la vieillesse, n'étant que l'étape ultime d'une vie bien différente entre les humains ! Elle doit être paisible et juste, ce qui impose de revoir profondément les moyens dont ont besoin les retraités...ce ne sont pas seulement des moyens financiers.

**La CDU-CSU contre l'Europe et contre la France ?** Une récente chronique de Christian Lequesne, professeur de science politique à Science po Paris interroge quant à cette question.

Les chrétiens démocrates allemands et les chrétiens sociaux bavarois donnent des signes de réserve vis-à-vis de la France et ne semblent plus croire que l'intérêt national de l'Allemagne doit correspondre à celui de l'Union européenne. La distance des députés CDU-CSU et des partis qu'ils représentent est loin désormais du parti d'Adenauer et de Kohl.

Plusieurs facteurs expliquent cette évolution inquiétante. Le premier n'est pas nouveau. Il est d'ordre interne et tient à la vision des dirigeants français qui ont toujours considéré la Chancelière –hier le Chancelier- comme le seul interlocuteur, pendant du Président de la République. C'est ignorer que l'Allemagne est une République démocratique et parlementaire dont la cheffe de l'exécutif n'est que « la cheffe d'orchestre ». Elle n'a pas les pouvoirs du chef de l'État en France qui fait peu cas du Parlement. Ainsi, l'erreur de M Macron est d'avoir trop misé sur Mme Merkel à un moment où celle-ci connaît une fatigue du pouvoir après un trop long magistère. La guerre de succession est ouverte et cela ne favorise pas la retenue.

Sur le plan européen, les chrétiens démocrates et sociaux ont évolué de manière négative, considérant que les intérêts de l'Allemagne ne sont plus ceux de l'Union. Cette évolution est la conséquence d'une

doctrine économique qui place la politique de l'épargne et le conservatisme budgétaire en dogme. En cela, les Allemands font davantage confiance aux pays du Nord qu'à la France qu'ils soupçonnent de vouloir mutualiser des risques inutiles, d'où leur opposition au budget de la zone euro pourtant accepté par la Chancelière.

Les plus fervents partisans de l'Union et soutiens du président français sont aujourd'hui les Verts, mais ils sont encore loin du pouvoir. S'ils devaient demain intégrer une nouvelle coalition gouvernementale, peut-être qu'une évolution serait possible, mais rien n'est certain à ce jour.

Le noyau franco-allemand est plus que jamais nécessaire, mais il doit réécrire sa relation et arrimer d'autres électrons car le duo ne suffit plus dans un monde toujours plus ouvert, interdépendant et fragile.

Aux citoyens aussi de s'intéresser à la question de la relation germano-française et européenne car aucune formation politique, ancienne ou nouvelle, n'est en capacité de proposer des solutions viables et moins encore les gouvernements et leurs membres !

**Espagne. 4<sup>e</sup> élections législatives en 4 ans et toujours pas de majorité.** Depuis l'apparition en 2014 de nouvelles formations politiques venues casser le bipartisme, l'Espagne ne trouve plus de majorité pour la gouverner. Le 12 novembre, les électeurs étaient à nouveau appelés aux urnes. Las, une fois de plus, l'éparpillement des voix ne permet pas de dégager une majorité gouvernementale.

Le grand gagnant de ce scrutin est le parti d'extrême droite VOX dont l'apparition remonte en 2018 lors des élections régionales en Andalousie. De 20 élus en avril, il passe à 52 soit une progression de 32 sièges. Avec plus de 15% des voix, il devient la troisième force du pays. Autres gagnants, les indépendantistes catalans qui, toutes tendances confondues, emportent 23 sièges soit 5 de plus qu'en avril. Au Pays basque aussi les régionalistes gagnent 2 sièges avec 12 députés. Le parti populaire à droite retrouve du crédit auprès des électeurs puisqu'avec 87 députés, il gagne 12 sièges, mais il est vrai qu'il avait beaucoup perdu en avril.

Le grand perdant est le nouveau parti de centre droit (droite libérale) de CIUDADANOS qui perd 37 sièges. Les autres perdants, dans une moindre mesure, sont PODEMOS (gauche radicale) 35 sièges contre 40 ; le PSOE (socialistes) avec 120 sièges contre 123 et la gauche indépendantiste catalane avec 13 sièges contre 15, ces deux sièges ayant profité à l'extrême gauche indépendantiste.

Avec de tels résultats, la combinaison gouvernementale prochaine s'avère bien compliquée. Un accord est intervenu entre le PSOE de Pedro Sanchez et Pablo Iglesias de PODEMOS, mais il ne totalise que 155 sièges alors qu'il en faut 176 pour avoir la majorité. Pedro Sanchez, appelé par le roi à constituer un nouveau gouvernement compte sur les régionalistes et CIUDADANOS pour installer un gouvernement minoritaire, afin d'échapper au soutien difficile et incertain pour la durée du mandat des indépendantistes catalans, d'autant qu'il n'est pas favorable à l'indépendance de cette région autonome.

Autre solution qui pour l'instant semble écartée, la constitution d'une vaste coalition avec le Parti populaire. Mais là, ce serait un tournant historique où l'intérêt général l'emporterait sur celui particulier des formations politiques...il y a encore du chemin à faire de part et d'autre !

Un gouvernement devrait pouvoir exister en fin d'année, voire au début de 2020 ; en attendant, Pedro Sanchez gère les affaires courantes.

**France. Emmanuel Macron s'attaque à la règle des 3% de déficit.** Il est pour le moins paradoxal que les leçons en Europe viennent souvent des plus mauvais élèves. Dénoncer la règle des 3% de déficit public dans chacun des pays membres de l'UE n'est pas en soi une absurdité. Encore faut-il avoir les moyens d'être audible en respectant ce critère contenu dans les traités que l'on a signés et en mettant en place les moyens de réduire de manière forte la dette du pays. Certes les taux d'emprunts sont aujourd'hui extrêmement bas. Mais qui peut garantir qu'ils le resteront encore longtemps ? Avec 45 milliards annuels de remboursement de crédit, l'argent pourrait être mieux utilisé, d'autant que ces emprunts ne servent pas l'investissement, mais le train de vie de l'État.

Et c'est pourtant sur l'état de l'investissement que le président se place pour dénoncer la règle des 3% de déficit. Son analyse quant au sous investissement européen dans les nouvelles technologies est bonne. Il faut en effet tenter de rattraper notre retard vis-à-vis de la Chine et des États-Unis si nous voulons gagner en indépendance dans l'intelligence artificielle et pour doper la croissance, éduquer et former pour reprendre les propos de M Macron.

2 600 milliards ont été économisés dans la zone euro au cours des quatre derniers trimestres soit 11,9 % contre 9,7 chez les Vingt-huit. Les Allemands et les Luxembourgeois sont les premiers épargnants, suivis de la France avec une moyenne de plus de 14% des revenus. En novembre 2019, le patrimoine financier des Français serait de 5 000 milliards d'euros (assurance vie, dépôts, titres...) selon l'observatoire de l'épargne populaire. Il serait bien que cette épargne soit utilisée au profit de l'investissement européen pour peu que l'on accepte de la rémunérer convenablement.

Tout comme le Commissaire Pierre Moscovici, le Président français voudrait que les pays à fort excédent budgétaire fassent davantage d'efforts, l'Allemagne et les Pays-Bas étant directement visés. La culture de ces pays ne favorise pas cet élan pourtant indispensable. L'Europe doit rattraper son retard et pour cela, il faut investir massivement et le faire intelligemment.

Si l'on peut être d'accord avec cette analyse, on ne peut accepter que les pays s'émancipent des règles budgétaires, à commencer par ceux qui devraient donner l'exemple de part leur poids et leur volonté d'aller vers plus d'intégration. La France sera entendue lorsqu'elle aura montré sa capacité à se réformer, à se désendetter et à opérer une gestion plus saine de ses finances. 3% de déficit n'est pas un objectif à atteindre, mais bien un plafond à ne pas dépasser. La réalité est que plus nous serons proches de zéro, au mieux les peuples se porteront.

Monsieur le président vous n'avez pas raison sur l'annonce, mais bien sur le fond : l'Union européenne doit investir pour l'avenir. C'est lorsque la situation des Européens s'améliorera que les réformes pourront s'engager et que les règles budgétaires pourront évoluer...mais sûrement pas dans le sens du laxisme.

**Grèce. Des camps fermés pour les demandeurs d'asile.** C'est ce qu'envisage le gouvernement grec pour contenir des milliers de migrants en attente de décision sur leur statut. Actuellement ils sont sur les îles de Lesbos, Samos et Chios qui, avec une capacité d'accueil de 4 500 places, hébergent...27 000 migrants dans des conditions insalubres

Le projet du nouveau gouvernement est d'étendre des structures fermées à deux autres îles pour une meilleure répartition de ces populations à Kos et Leros. Les ONG et le Conseil grec des réfugiés dénoncent cette perspective qui priverait ces populations de la liberté de circuler sur les îles.

Certes, la solution n'est pas la meilleure. Mais que faire face à l'arrivée toujours massive de migrants sur ces cinq îles de la mer Egée, 40 000 en quatre mois. Les États membres de l'Union européenne sollicités, notamment pour accueillir 3 000 enfants mineurs non accompagnés, n'ont pas répondu à la demande grecque. La majorité (85%) des arrivants sont des familles afghanes, syriennes, irakiennes, somaliennes, palestiniennes et congolaises. Autant de pays où les conflits poussent les gens à l'exil. Faut-il les rejeter à la mer ?

Cette situation risque d'empirer face aux tensions entre la Turquie et l'Union européenne, la Grèce étant aux avant-postes en cas d'ouverture volontaire des frontières turques, ce pays maintenant plus de 3 millions de réfugiés sur son territoire avec l'argent européen. J'entends un certain nombre de responsables politiques dire que cela ne se produira pas. Mais comment en être certain face à un homme aussi imprévisible et autoritaire que M Erdogan ?

Cette situation en Grèce –que personne ne découvre- montre les limites d'une Union européenne désormais amputée de la solidarité qui fut l'un des ses fondements. L'égoïsme des États-membres et l'impuissance des institutions européennes (Parlement et Commission) bloquées par le Conseil (les États) soulignent plus que jamais l'impératif d'une réforme profonde.

En attendant, cessons de critiquer la Grèce ; aidons-là !

**Kosovo. L'opposition au pouvoir.** C'est un tournant historique dans ce petit pays dont l'existence –encore contestée- ne remonte qu'à 2008. Les partis au pouvoir depuis cette date ont perdu les élections du 6 octobre. Le parti du président Hashim Thaçi ne recueille que 21% des suffrages et celui du Premier ministre, Ramush Haradinaj, près de 12%. Cette situation est largement due à une défiance forte de quelque 1,9 millions de Kosovars qui en ont assez de la corruption et d'une économie très dégradée.

Les deux vainqueurs sont les partis d'opposition plus modérés. Le parti nationaliste de gauche « Vetëvendosje » (autodétermination) arrive en tête avec près de 26% des voix ; la ligue démocratique du Kosovo de centre droit, conduite par une femme de 38 ans, Vjosa Osmani, est en deuxième position à plus de 25 %. L'écart est faible entre ces deux formations qui vont devoir s'entendre pour former un nouveau gouvernement.

La déclaration première du chef du gouvernement, Albin Kurti est la suivante : « *avec notre gouvernement, il n'y aura plus de voleurs dans le gouvernement, pas de voleurs dans les institutions. Les voleurs seront combattus, enquêtés, jugés, condamnés* ».

Les tâches difficiles ne vont pas manquer à cette nouvelle majorité, à commencer par la négociation avec la Serbie qui ne reconnaît toujours pas ce pays séparatiste. Sous l'égide des États-Unis et de l'Union européenne, qui vont se doter de nouveaux représentants, les discussions devraient reprendre prochainement. Le Président français s'active aussi pour contribuer à une solution pérenne.

Le Kosovo, comme l'Albanie sa grande sœur, a vocation à rejoindre l'Union européenne. Notre intérêt est donc que ce pays réussisse sa transition démocratique, économique et citoyenne.

**Roumanie. Présidence et gouvernement désormais à l'unisson.** C'est un changement radical qui s'est opéré ces derniers mois en Roumanie. Le Parti social démocrate (PSD), ancien parti communiste, qui dominait la scène politique depuis 1990 n'est plus au pouvoir.

Tout est parti d'un mouvement populaire dont se sont saisis les moins de 30 ans après l'incendie de la discothèque « Collectiv » à Bucarest en 2015 qui a fait 64 morts. La corruption et la tentative de réduire l'indépendance de la justice ont mobilisé des centaines de milliers de Roumains, notamment en 2017, qui sont descendus dans les rues pour protester contre le pouvoir en place.

La pression de la rue a fait éclater le 10 octobre la coalition que conduisait le PSD, amenant au gouvernement le président du parti national libéral Ludovic Orban, rien à voir cependant avec son homologue hongrois, cet Orban là étant pro-européen.

Sa tâche n'est cependant pas aisée car il dirige un gouvernement minoritaire qui l'a emporté de 7 voix seulement sur les sociaux-démocrates lors de l'investiture au Parlement roumain. Avec 96 députés contre 201 pour le PSD, il va devoir faire beaucoup sur un terrain fragile. A un an des législatives prévues pour novembre 2020, le gouvernement de Ludovic Orban va avoir fort à faire comme il le dit après le vote d'investiture : « *Nous avons beaucoup de problèmes urgents à régler. Nous ne disposons que d'un an avant les prochaines élections législatives et sommes obligés d'adopter au plus vite le budget pour l'année prochaine. Nous devons aussi agir pour investir les fonds non remboursables octroyés par la Commission européenne, sinon nous risquons de perdre 300 millions d'euros cette année et 3,2 milliards d'euros l'année prochaine* ». Il ajoute : « *je mènerai une guerre totale contre la corruption, déterminé à regagner la confiance de nos partenaires euro-atlantiques* ».

*Les Roumains semblent vouloir faire confiance à ce parti puisqu'ils viennent d'élire le président sortant, issu du même parti que le Premier ministre. Klaus Iohannis (PNL) a été élu le 26 novembre au deuxième tour de scrutin avec plus de 66% des voix. La Première ministre sortante, Viorica Dancila (PSD) n'a recueilli que 33,91% des suffrages.*

*Désormais, la Roumanie dispose d'un président et d'un gouvernement de la même sensibilité. Nous ne pouvons que leur souhaiter plein succès pour le meilleur de la Roumanie et du peuple roumain.*

## De tout un peu : l'Europe et ses politiques en bref !

Par Alain MALEGARIE

### Le Brexit... manipulé ? Et quand commencera-t-il vraiment ?

Voilà presque trois ans que les négociations ont commencé entre l'Union européenne et le Royaume-Désuni, pour parvenir à un accord préalable, avant d'engager des négociations secteur par secteur ou thématique par thématique...

Le Premier ministre conservateur (Tories), Boris Johnson, pro-brexit (après avoir été au début de sa carrière politique très europhile !) a décidé de faire des élections législatives anticipées, qui auront lieu le 12 décembre 2019.

Scrutin décisif s'il en est, puisque l'enjeu majeur sera bien évidemment la concrétisation (ou pas ?) du Brexit, dont le pays entier, très divisé, parle et s'enflamme depuis trois ans, alors même... qu'il n'a pas encore commencé !

Mais on en apprend de belles chaque mois ou presque...

Il semble que la Russie se serait bien livrée à des tentatives d'ingérence lors du vote du 23 juin 2016. Comme, d'ailleurs, pour l'élection présidentielle américaine de 2016. La Russie, face au duo-pôle de



géants américains et chinois, utilise les armes qu'elle peut. Ces cyber-magouilles ne remettront pas en cause le vote britannique du 23 juin 2016 en faveur du Brexit, mais pourraient, pour l'avenir, faire évoluer les opinions des citoyens dont certains pourraient se croire floués, abusés.

Le parti conservateur est donné archi gagnant avec, selon les sondages, 10 à 12% d'avance sur le premier parti d'opposition, travailliste (Labour Party), dirigé par Jeremy Corbyn, personnage très ambigu sur cette question majeure du Brexit, étant lui-même eurosceptique..

Boris Johnson a donc de bonnes chances de gagner ces élections, d'asseoir sa légitimité dans le temps et de réaliser son « rêve », une vraie sortie de l'UE, avec, s'il le faut, des conditions dures.

La seule épine du pied qu'il a pour l'instant (mais ce personnage fantasque et menteur peut toujours faire des dérapages) est son refus catégorique de publier un rapport des services secrets britanniques qui conclut que neuf oligarques russes auraient fait des donations aux Conservateurs (+ de 4 millions € depuis 2010). Ce rapport secret sera rendu public... après les élections. L'opinion publique britannique pourrait se rebiffer, car le Royaume n'a jamais connu une non-publication de rapport. L'opinion est offusquée, le Parlement aussi.

Le climat politique et social est épouvantable depuis 2016, délétère. Beaucoup de députés sont menacés de mort (!..), plusieurs journalistes aussi ; on note une augmentation du racisme, de l'antisémitisme ! C'est effroyable de voir un pays se déchirer à ce point, dans un territoire aussi démocratique que le Royaume-Uni ! Tout est suspendu à ces élections qui seront, dans un sens ou dans l'autre, déterminantes pour le destin final du Brexit, et surtout les multiples négociations suivantes à entreprendre avec l'UE.

Petit suspens : beaucoup de « Centristes » du LibDem (libéraux démocrates) prévoient même de voter Corbyn (travailliste) afin de favoriser une chance de rester dans l'UE !

Jeremy Corbyn peut-il gagner ? Il est assez impopulaire, même au sein de son propre parti, tant il louvoie sur cette affaire depuis le début ! Mais les sondages en faveur du « Remain » (maintien dans l'UE) se sont inversés (51/49 voire même 52/48 dans certaines enquêtes). C'est inversé, certes, mais l'écart n'est toujours pas flagrant. Corbyn a quand même quelques atouts : un pays en crise profonde, des inégalités croissantes, de plus en plus de pauvres (SDF), une classe moyenne dont le revenu a baissé. En 2010, il y avait 40.000 repas alimentaires (banque alimentaire) distribués par an. En 2019, il y en a 1,2 millions ! La livre sterling a chuté de 16% depuis 3 ans, ce qui appauvrit les classes moyennes.

Du coup, Corbyn a un programme radical, que beaucoup jugent « néo-communiste » !! Son programme : nationalisation du rail, de la poste, de l'eau, du gaz, et même de l'internet (gratuit pour tous). Il prévoit un impôt sur la fortune à ... 20% (en France l'ISF était à 1,5%).

Sur le Brexit, alors que Johnson veut sortir de l'UE à tout prix en fin d'année ou fin janvier 2020, Corbyn veut renégocier un accord avec l'UE qui prévoirait une sorte de maintien dans l'union douanière. L'UE ne refuserait pas cela, car cela arrange tous les Européens, qui exportent beaucoup au Royaume-Uni. Ce nouvel accord serait alors – et c'est une surprise – soumis à un référendum avant le 30 juin 2020.

Finalement, c'est assez habile, il essaie de séduire à la fois les anti-brexit et les pro-brexit. Quand Boris Johnson est clairement pour la sortie, et quand les LibDem sont pour une révocation pure et simple de l'article 50 du Traité de fonctionnement de l'UE (TFUE) par lequel un État membre demande de sortir de l'Union.

Bref, les Britanniques auront le choix entre un menteur radicalisé (B. Johnson) et un « néo-communiste » fluctuant (J. Corbyn). On sait aussi que les Irlandais ne voteront pas pour B. Johnson. Les Ecossais non plus. Les LibDem (très anti-brexit) pourraient tirer leur épingle du jeu, et plusieurs voter Corbyn (cf. supra).

Nous verrons bien ce qu'il adviendra, mais les Conservateurs, avec 10 ou 12 points d'avance, restent favoris. C'est une mauvaise nouvelle pour le Royaume-Uni et pour l'UE. Car il va bien falloir, après les élections, négocier avec l'Union pendant un, deux, trois ans (Corbyn prévoit même 7 ans) sur les traités à refaire, sur tous les secteurs ou thématiques. Soit 80.000 pages de textes de traités ou d'accord divers ! Bon courage !

### Un Européen sur la lune ?

On dit souvent que l'Europe manque de projets d'envergure.

Elle en a, tout de même. A commencer par l'Europe spatiale. Elle s'est dotée d'une Agence spatiale européenne (ESA), dotée d'un budget de 15 milliards € sur 5 ans voté par les ministres de l'Espace des 22 États membres de l'Agence pour développer les grands programmes spatiaux européens.

L'Agence a beaucoup d'ambition, mais un budget, certes augmenté, mais encore trop faible face aux budgets américains et chinois. Malgré ce budget contraint, l'Agence spatiale européenne a pris sa place face aux géants de l'Espace, grâce notamment au programme Ariane 5, puis celui en cours, d'Ariane 6, encore plus prometteur. La technologie européenne est très performante, nos ingénieurs aussi. Ils font des miracles avec peu de moyens.

Autre réussite magistrale que nous avons déjà développée à l'Actu européenne, le programme GALILEO, le « GPS » européen bien plus performant et précis que le GPS américain.

L'Europe de l'Espace, en 60 ans, est devenue une réalité, respectée des géants américains et chinois. A tel point qu'un Européen marchera sur la Lune, dans quelques années.

Cela a été confirmé, lors du 70<sup>ème</sup> congrès astronautique international, par le chef de la NASA Jim Bridenstine : « *Nous avons besoin de tous nos partenaires internationaux pour aller sur la Lune. Je ne vois pas pourquoi ils n'iraient pas avec nous sur la Lune* ».

Message clair : « avec nous ». Donc pas « seuls ? ». Ca, ce sera pour plus tard !...

Les Américains prévoient d'envoyer, à bord du vaisseau Orion et de la station spatiale Gateway, un équipage américain en 2024. Mais ensuite, des non-Américains pourraient voyager. Jan Wörner, le chef de l'Agence spatiale européenne, a confirmé la volonté absolue d'avoir des Européens sur la Lune, à l'horizon 2027 ou 2028. Nous serons patients.

Parmi les candidats probables, on retrouvera les 7 astronautes européens de la promotion 2009, dont le Français Thomas Pesquet, bien connu de nos compatriotes. Des Japonais seront aussi du voyage. Mais pas les Chinois, avec lesquels le Congrès américain a interdit toute coopération spatiale. Pour éviter l'espionnage ? Le pillage de secrets ?

Dans le domaine spatial, éminemment stratégique, la géopolitique et la politique tout court ne sont jamais loin. L'Espace est un enjeu majeur.



L'Union européenne a une énorme opportunité à moyen terme de « prendre toute sa place » dans le Spatial. Elle en a la pleine capacité sur le plan technologique. Elle doit y consacrer plus de budget, quitte à faire des choix importants, pour ne pas être trop larguée face au duo-pôle planétaire américano-chinois. Elle n'a pas le droit de rater le coche, pour sa survie.

### *Le Budget de l'Union européenne : peut mieux faire ! (1)*

Après trois semaines de négociations entre la Commission et le Conseil de l'Union, le Parlement européen a adopté le 27 novembre le budget 2020 de l'Union européenne.

Le point positif est qu'il a augmenté de 1,9 milliards € (pour le climat et l'emploi des jeunes », par rapport à ce que proposaient les États membres qui restent toujours « scotchés » sur une participation de 1% environ de leur propre PIB, ce qui est très peu, et porte le budget de l'Union à environ 160 milliards € par an, pour 28 pays. A comparer aux 300 milliards € par an du budget... de la France !

Les dépenses liées au climat augmentent donc de 504,8 millions € et 1,3 millions de plus pour l'Agence pour l'environnement. La Jeunesse obtient 50 millions de plus sur Erasmus+, et 28,3 millions de plus pour l'Initiative pour l'emploi des jeunes. Et 77 millions de plus pour les PME ; 8,7 millions en plus pour les programmes culture et citoyenneté ; 20 millions de plus pour le financement de la coopération au développement.

C'est un peu mieux, mais ce budget – comme les précédents – reste très insuffisant, pour ne pas dire indigent. On reste dans le « saupoudrage », c'est vraiment dommage. Surtout face aux baisses de croissance annoncées dans tous les États membres en 2020 et 2021.

Les négociations commencent sur le cadre financier pluriannuel de 2021-2027, qui fixe ensuite la déclinaison par année du budget de l'Union. Elles portent sur les ressources propres : taxe sur le kérosène des avions (non taxé à ce jour), sur l'impôt sur le bénéfice des grandes entreprises, ou encore une taxe carbone aux frontières. Le Parlement, comme la Commission, vont fortement orienter les budgets sur la thématique environnementale, c'est l'urgence absolue du XXIème siècle. Mais le budget européen devrait augmenter bien davantage. Pour le bien commun. Or les États restent « radins ». S'ils ne font pas d'effort, le budget pourrait même baisser, car il perd environ 15 milliards du fait du départ du Royaume-Uni (s'ils partent !!). Et si, même une fois partis, ils refusent de participer à tout programme européen. Car le fait de bénéficier des programmes ou avantages de l'Union engendre, pour le bénéficiaire, des coûts de participation-cotisation, comme pour la Suisse, la Norvège, la Turquie, qui profitent de certains droits ou avantages.

En outre, le nouveau budget aura des dépenses supplémentaires (défense, sécurité, numérique). Aussi, la Politique agricole commune et les fonds européens pourraient ainsi baisser, s'il n'y a pas plus de ressources propres qu'aujourd'hui...

Quand il y a pénurie, on doit la répartir au mieux. Pas facile !

### *Le Budget de l'Union européenne : rabais ... ou rabot ? (2)*

Dans le cadre des négociations – tendues – du futur cadre financier pluri annuel (2021-2027) qui fixe ensuite le budget annuel de l'Union européenne, l'Allemagne commencerait à se rebiffer. Explication : l'Allemagne a toujours été le premier contributeur net du budget européen. C'est normal, elle est la première puissance économique de l'Union. Elle verse ainsi 15 milliards de plus qu'elle ne reçoit. En comparaison, la France elle, est aussi contributeur net, mais avec 5 milliards net de différence entre la

somme versée (19 milliards) et la somme perçue (14 milliards). Ce calcul strictement comptable a d'ailleurs des limites, car tous les États membres, contributeurs net ou pas « reçoivent » de l'Union bien plus, car, grâce au marché intérieur, les relations commerciales sont prioritaires sur les autres pays du monde pour les appels à projets. Exemple, la France a raflé la mise lors de l'appel à projet bulgare pour la construction des routes et autoroutes du pays. Il faut aussi inclure les retombées du plan Juncker d'investissement, la France par exemple a pu récupérer 68 milliards €.

Mais pour le futur budget, l'**Allemagne** pourrait voir sa contribution augmenter en cinq ans de ... 100%. Sa contribution nette passerait alors de 15 à **33 milliards €** à la fin du cycle budgétaire de cinq ans, soit en 2027. Les raisons en sont le trou de 15 milliards € lié au départ du Royaume-Uni (qui était aussi un gros contributeur net !).

Pour le combler, on augmenterait le budget à ... 1,11% du PIB de chaque État, contre 1,03%. Cela a l'air ridicule (et toujours aussi radin !!) mais rapporté au PIB allemand annuel (3.400 milliards €), cela double leur participation au budget !

Outre le vide britannique, des dépenses d'investissement supplémentaires – et utiles – sont prévues : sur l'innovation, le changement climatique et la sécurité.

Et c'est aux États « riches » de payer, ce qui est tout à fait normal.

En outre, le départ du Royaume-« Désuni » est l'occasion unique pour la Commission de mettre fin à la clause de rabais budgétaire qui bénéficie à quelques pays : le Royaume-Uni bien sûr (on se rappelle le fameux « I want my money back » de Madame Thatcher !), mais aussi (et cela on le sait moins), l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas.

Cela n'empêche pas le ministre allemand des Finances, Olaf Schulz, de dénoncer, je cite « ce fardeau financier de l'Allemagne qui augmenterait de manière disproportionnée par rapport aux autres États membres ». Et vlan ! Voilà qui a le mérite de la franchise. L'Allemagne du coup a pris la tête d'un **groupe de cinq pays** (Allemagne, Autriche, Suède, Danemark et Pays-Bas) qui estiment être « floués » par ce futur budget européen et notamment la suppression des rabais. Car les Pays-Bas aussi verraient leur contribution nette grimper de 5 à 7,5 milliards €.

La France qui, elle, n'avait pas de rabais, serait donc sujette à une contribution moins forte : de 7,5 milliards en 2020 à un peu plus de 10 milliards € en 2027.

La Commission européenne, qui calcule chaque contribution des États à l'euro près, a déjà riposté contre ce groupe contestataire en calculant que leur contribution nette ne sera que de 0,91% de leurs revenus nationaux, contre 0,90% pour les 22 autres États membres.

Chiffres contre chiffres. Mais cela relativise les choses !

En fait, le fond du problème est bien le radinisme récurrent des États membres, surtout les plus riches. 1% ou 1,11% ne change pas grand-chose pour leur immense richesse. L'UE mérite bien plus que cela, pour se maintenir à flot et exister face à ses grands rivaux de la planète (USA, Chine).

Comment financer une Europe de la Défense, une Europe de champions industriels style Airbus, avec un tel budget de radins ?

Le budget européen, comparé à ceux des États membres riches, restera insuffisant, pour ne pas dire indigent ! Et le problème vient toujours des dirigeants européens, attendant beaucoup de l'Europe, mais sans mettre la main au portefeuille ou pas assez en tout cas ! Les miracles, en matière budgétaire, ça n'existe pas...

### *Elargissement de l'UE : la France de plus en plus isolée...*

Dès octobre, la France, qui a refusé de faire rentrer dans l'Union européenne la Macédoine du Nord et l'Albanie, candidates depuis des années, s'est attiré depuis les foudres de la quasi-totalité de ses partenaires européens, qui préfèrent, malgré leurs défauts et leur nécessaire progrès à faire dans plusieurs domaines, avoir ces petits pays avec nous, plutôt que de les abandonner à des États voyous, mafieux ou dangereux géopolitiquement (Russie !).

La France fait semblant de découvrir les imperfections de ces pays (comme beaucoup d'autres dans l'UE !), oubliant qu'il vaut mieux avoir des pays faibles avec nous pour les protéger des Russes, ou des Chinois à l'affût, et les faire évoluer vers la démocratie, l'État de droit et la régression de la corruption.

Les Balkans occidentaux représentent seulement 18 millions d'habitants et 2% du PIB européen. La puissance économique de l'UE devrait pouvoir digérer cela sans trop de problèmes.

On savait déjà que le fameux « couple » franco-allemand battait de l'aile, cette lamentable affaire l'a achevé. Madame Merkel dit les choses, clairement quand elle n'est pas d'accord. Pour elle, cette posture française, soudaine et inédite, est stupide et dangereuse. Même position du nouveau Président du Parlement européen, Maria-David Sassoli, en termes plus diplomatiques. Idem pour le gouvernement italien, (l'Italie est le 3<sup>ème</sup> pays de la zone euro), qui s'est empressé de (re)nouer des liens économiques et politiques forts avec les Balkans. Même Donald Tusk, ancien président du Conseil européen, récemment élu à la tête du PPE, le parti qui reste le plus important au Parlement européen (182 eurodéputés) a déclaré qu'il fallait absolument continuer les négociations avec ces pays.

Macron l'Européen, l'europhile même, commence à se mettre à dos nombre de partenaires européens, et non des moindres (Allemagne, Italie). Avant de mettre un veto sur ces nouvelles adhésions (qui se prennent hélas à l'unanimité), la France aurait pu consulter ses partenaires principaux (cf. les superbes discours d'Athènes et de la Sorbonne de 2017 de Macron !). Et ne pas faire « cavalier seul », un coup politique sans doute à usage électoral interne... Car cela s'appelle... du populisme, tant l'élargissement n'a jamais été très populaire en France... Plusieurs chefs de gouvernement européens ont parlé « d'erreur historique ». Du jamais vu dans le langage aseptisé ou diplomatique courant !

Devant ces multiples réactions, assez convergentes, Paris, un mois après, a essayé de calmer le jeu en proposant de réformer le processus d'adhésion des nouveaux entrants. L'objectif étant de rendre la procédure plus efficace, plus politique, mais également **réversible**. Encore une fois, la France n'est pas seule en Europe : ce genre de propositions se discute, s'évalue, se négocie en Conseil de l'Union, c'est-à-dire avec tous les ministres concernés de toute l'Union européenne. Tout se décide par consensus !!

En outre, il s'agissait de la dernière « série » de pays à faire rentrer dans l'UE. Il ne restait plus que ces petits États des Balkans, au centre de l'UE, et à la merci permanente des mafias russes, et des Chinois qui veulent tout racheter.

Heureusement que la Bulgarie, la Roumanie ou Malte sont déjà rentrés. Avec leurs imperfections, même gangrenés par la corruption encore aujourd'hui. Sinon ils seraient aux mains des mafias russes et des pays europhobes, totalement incontrôlables par nous. La nature a toujours horreur du vide. Et sans l'UE, nous

aurions des déferlantes de migrants irréguliers ou de demandeurs d'asile, de toute façon. Ce qui est le cas en France, en Allemagne, en Italie, avec l'afflux d'Albanais, de Macédoniens, de Kosovars, de Monténégrins, qui viennent déjà, sans les règles de l'UE. Est-ce vraiment cela, qu'Emmanuel Macron souhaite ? A un peu plus de deux ans de sa candidature à sa propre réélection ?! A lui de voir... Notre président est (trop) brillant, il a des idées, mais du coup il est trop impulsif, trop solitaire. Attention aux propos qui blessent. Les partenaires européens ne se manipulent pas comme cela. L'Union est un collège consensuel, pas un jeu de quilles ou de bonneteau. Il faut se parler nécessairement !

L'Europe, ce n'est pas la France en grand ! Elle est plurielle, et les décisions se prennent par des compromis, pas à la hussarde !...

La France tarde à devenir plus raisonnable, malgré le tollé. Sujet d'ailleurs très largement absent des médias audiovisuels français, on ne va pas embêter les Français avec des broutilles.

Lors d'une réunion des 28 ministres des Affaires étrangères, le 19 novembre, elle a détaillé sa vision pour une réforme radicale du processus de l'élargissement de l'UE. La France propose même de supprimer les 32 chapitres à respecter pour adhérer (État de droit, démocratie, indépendance de la justice, économie de marché en état de marche, etc.) afin de simplifier la procédure. Mais il faudra toujours, de toute façon –et heureusement– vérifier dans plusieurs domaines si le candidat est apte à rentrer dans l'UE. Plus grave, le président français – toujours seul – parle de rendre le processus « **différenciable et réversible** ». En clair, selon le pays, sa géographie (sa religion ?), les critères d'adhésion seraient variables, et surtout réversibles ?! Donc, s'il ne répond plus à des critères, il sort de l'UE. Très bien ! Alors la France (et bien d'autres) qui ne respecte pas les critères de déficit et de la dette depuis leur existence ? Il ne resterait plus beaucoup d'États qui seraient aptes surtout si on ajoute comme critère la corruption et l'évasion fiscale (la France est bien placée, là... Et pas qu'avec Balkany !!).

Cette proposition radicale me semble donc absurde. Que veut donc notre président ? Renverser la table ? La France, avec 7 autres pays, est dans le viseur de la Commission européenne pour « déficit public excessif et endettement inquiétant ». Est-elle crédible, lorsqu'elle souhaite que les adhésions des États à l'UE deviennent « réversibles » ? C'est de la schizophrénie, ou du masochisme ? Et la France (encore), l'Allemagne et 4 autres pays pourraient-ils alors rester dans l'UE, alors qu'ils enfreignent l'espace Schengen depuis 2015, ne cessant de prolonger en droit le rétablissement « temporaire » et « exceptionnel » (sic) des contrôles aux frontières intérieures.

Attention à la politique du pire... Ne prenons pas des mesures qui pourraient détricoter l'Union... Les USA, les Chinois et la Russie ne demandent que ça !

### **BCE : la vision de Christine LAGARDE**

Christine Lagarde, ancienne directrice générale du FMI, ancienne ministre de l'Economie et des Finances sous Sarkozy (2007-2011), ancienne ministre du commerce sous Chirac (2005-2007) a pris ses fonctions à la tête de la Banque Centrale Européenne (BCE), qui pilote la seconde monnaie mondiale.

Elle a toutes les qualités et compétences pour diriger cette institution majeure pour le monde entier, car l'euro est une monnaie qui circule partout, représentant 21% des réserves mondiales de change et 30% de la facturation internationale.

Mais il lui faudra aussi avoir des qualités de diplomatie à la recherche du consensus car l'institution est assez divisée, face aux mesures peu conventionnelles de son prédécesseur, Mario Draghi, qui injecta des milliards (planche à billets) pour le rachat de dettes durant la crise grecque et ses conséquences, et

encore à la veille de son départ avec le programme d'achat d'actifs pour relancer une croissance atone. Bref, elle devra resserrer les liens entre les « colombes » et les « faucons », emmenés par les Allemands hostiles à « l'argent gratuit » pour combler les trous (les abymes) de dettes et sauver les épargnants.

Mais les compromis, elle connaît, elle a de la pratique après son long (8ans) passage au FMI où elle fut appréciée de tous. Mais là, elle aura en face Jens Weidmann, le président de la Bundesbank (la Banque centrale allemande), qui a déjà très critiqué le souhait de la nouvelle présidente de réorienter les actions de la BCE vers les questions de changements climatiques, par exemple en promouvant l'achat d'obligations « vertes » dans le cadre d'une politique monétaire accommodante (injection de monnaie ou quantitative easing).

Position totalement contraire aux premières déclarations de la présidente de la BCE qui a affirmé aux eurodéputés que « la lutte contre le changement climatique sera l'une de ses priorités ». Ce sera aussi la priorité d'ailleurs de la nouvelle Commission et du Parlement européen, qui ont promis de travailler ensemble, ce qui est inédit et fort utile.

Autre sujet de discord : Mario Draghi, avant de partir, a clairement ciblé l'Allemagne et les Pays-Bas en disant que les pays de la zone euro en excédent budgétaire (les « fourmis ») n'ont « pas fait les efforts nécessaires » pour soutenir la croissance. En d'autres termes : cessez d'épargner, mettez votre (énorme) argent dans des investissements stratégiques, ce sera bon pour toute l'UE.

Christine Lagarde semble vouloir suivre la voie de son prédécesseur. Cela nous a, plutôt bien, aidé. Pour elle l'activité économique est « prioritaire », même si elle a précisé qu'il fallait étudier l'impact à long terme des politiques non conventionnelles (dont la planche à billets, ou les taux d'intérêt négatifs). Il reste à convaincre l'Allemagne et les Pays-Bas, les plus épargnants et les plus sévères à l'égard des « cigales » du sud....

Le mandat de la présidente de la BCE est long, très long : mandat de 8 ans, non renouvelable. Il s'en passera beaucoup, des événements voire des crises financières et/ou économiques, selon la temporalité des « règles » cycliques... La politique de la BCE évoluera aussi selon les événements. Avec pragmatisme, doigté et détermination, comme toujours, à la tête d'une banque centrale. Sagesse et vigilance. Jamais de précipitation, même dans les tempêtes. J'ai le souvenir, au plus fort de la crise grecque, causée en partie par les trop longs atermoiements et lâchetés ou radinisme des principaux dirigeants européens, au moment où les marchés spéculatifs commençaient à attaquer l'euro, jouant sur l'inertie fautive des chefs d'État, qu'il a suffi d'une phrase, d'une seule phrase, dite en conférence de presse mensuelle, devant les journalistes du monde entier, par un Mario Draghi absolument serein et placide : « *J'affirme que l'euro est irréversible, et que la BCE ripostera autant de fois que nécessaire face aux manœuvres spéculatives de certains marchés* ». Le lendemain, il lançait son plan de mesures exceptionnelles, de rachat de titres de dettes publiques (et pas que grecques). En 24 heures, les tentatives spéculatives s'arrêtaient net, pour ne plus jamais réapparaître, à ce jour encore. L'euro était protégé, parce qu'il y avait un pilote dans l'avion, déterminé, avec la bonne solution, et au bon moment. Merci Mario Draghi !

Christine Lagarde, qui n'a jamais travaillé dans une banque, paraît avoir aussi les mêmes qualités de vision et de sang froid pour une prise de décision rapide et proportionnée à tout type d'évènements ou d'incidents. Elle gère une monnaie qui est partagée par 334 millions de citoyens européens. Elle le sait, qu'il ne faut ni se tromper, ni s'affoler !

### Accords commerciaux : l'Union Européenne veille au grain !

On dit souvent que l'Union européenne est naïve, se laisse dominer par les marchés, les lobbies et j'en passe. Tout n'est évidemment pas parfait (dans les États-nation non plus, du reste !), mais il y a en permanence des structures, à la Commission européenne, qui épiluchent la légalité et la régularité d'accords stratégiques importants, tels que des rachats de grosses entreprises ou de groupes.

Exemple récent : le rachat des Chantiers de l'Atlantique (Saint Nazaire) ; un des derniers fleurons de l'industrie française, par le groupe italien Fincantieri, leader mondial du secteur des (gros) navires de croisière. La Commission a, entre autres missions que les États lui ont délégué, la surveillance du bon fonctionnement des acteurs économiques dans un marché intérieur intégré mais concurrentiel. Et dans ce cas, elle doit veiller à ce qu'il n'y ait pas eu d'ententes faussant la concurrence sur le marché important de la construction navale de croisière. Et c'est précisément parce qu'elle a de gros soupçons sur le projet d'acquisition des Chantiers de l'Atlantique (ex STX France) par l'italien Fincantieri qu'elle a ouvert une enquête approfondie sur ce projet, pour vérifier si les dés n'étaient pas « pipés » dès le départ...

Cette enquête minutieuse établira si l'opération est susceptible d'avoir une conséquence néfaste sur la concurrence (qui doit être en tout point libre et non faussée), et donc au détriment des millions d'Européens qui partent en croisière chaque année. D'ores et déjà, la Commission doute qu'un nouvel acteur entre sur ce marché « en temps utile et de manière crédible pour compenser d'éventuels effets néfastes de l'opération ». En clair, « le rachat pourrait entraîner une hausse des prix, une réduction du choix et une moindre incitation à l'innovation ».

La Commission enquête, comme elle doit le faire chaque fois qu'elle a un (des) soupçon(s). C'est son droit, et son devoir. Elle dispose de 90 jours ouvrables pour prendre sa décision. Bien sûr, l'italien Fincantieri affiche son désaccord à cette enquête. C'est classique. La France n'a pas réagi. Bruno Le Maire est très enthousiaste aussi pour cette fusion, favorisant « au rapprochement de la France et de l'Italie en matière navale ».

Cette reprise par le groupe italien avait été annoncée en ... septembre 2017. L'accord conclu prévoyait alors que les Italiens détiendraient 50% du capital, plus 1% supplémentaire prêté par l'État français. Et cet accord avait reçu le feu vert de François Hollande, alors président de la République. Sans doute parce que Fincantieri est contrôlé par l'État italien (ça rassure...) et était le ... seul candidat à la reprise.

Mais Emmanuel Macron, dès son élection à la présidence de la République, avait demandé à revoir la participation française à la hausse, pour avoir une répartition à parts égales. Un compromis fut trouvé en septembre 2017. Et depuis février 2018, sous réserve du feu vert de la Commission européenne (qui a toujours des soupçons), ce fleuron français est la propriété de l'italien Fincantieri.

Mais il y a un gros hic. Et la Commission, qui traque les arnaques (elle a traduit déjà en justice, avec amendes salées au final, Microsoft, Apple, Google) en flaire une. Car l'acquisition s'est faite pour ... 80 millions d'€, pour 50% du capital. Montant absolument ridicule, quand on sait que le chiffre d'affaires fut de 1,6 milliards € en 2018, et que ses carnets de commande sont pleins jusqu'en 2026 !

80 millions le coût du rachat, pour un « monument » à Saint Nazaire tel que les Chantiers de l'Atlantique, qui emploient 3.200 salariés, et plus de 5.000 postes avec les sous-traitants, et qui sait fabriquer les plus grands paquebots du monde, mythiques même : le France, le Queen Mary II, et plus récemment le Harmony of the seas, le plus grand paquebot au monde à ce jour (362 mètres, 2.700 cabines).



On attend avec impatience les conclusions de cette enquête. C'est la Commissaire Margrethe Vestager (redouté par tous, y compris les Américains!) qui a initié cette enquête sous l'ancienne Commission Juncker. On connaît son efficacité à traquer et faire sanctionner les « poids lourds » pris dans la nasse.

Si tel était le cas, la fusion pourrait se poursuivre, mais le groupe italien devra en payer le prix. Un prix sans doute beaucoup plus en rapport avec la production de qualité, le chiffre d'affaires conséquent et la notoriété des « Chantiers de l'Atlantique ».

### *Donald TUSK, nouveau président du PPE : un nouveau souffle ?*

Donald TUSK, 62 ans, ancien président du Conseil européen de 2014 à 2019, polonais, européen convaincu, commence une nouvelle vie, toujours liée à l'Europe, après son élection, le 20 novembre 2019, à Zagreb, à la tête du Parti Populaire européen (PPE) qui regroupe, au Parlement européen, plus de 70 partis nationaux comme Les Républicains (LR) français ou l'Union chrétienne-démocrate (CDU) allemande.

Le PPE comprend 182 eurodéputés (dont 8 Français de LR), ce qui fait de lui, à nouveau, la première force dans l'hémicycle, et ce depuis 1979, date de la première élection au suffrage universel du Parlement européen.

Mais il est en recul, voire en déclin, ayant perdu beaucoup de voix aux élections législatives européennes de mai 2019, suite à l'effondrement ou fort recul de grands partis traditionnels de la Droite et du Centre, comme les LR en France ou la CDU en Allemagne. En 2014, il avait 217 eurodéputés, en 2019, il n'en a plus que 182.

Donald Tusk prend donc un parti en déclin, de surcroît très divisé sur des sujets majeurs, et aussi divisés idéologiquement. Le cas du Fidesz hongrois, parti de Viktor Orban, appartient au PPE. Un caillou dans la chaussure. Le nouveau président du PPE devra gérer le problème. En mars 2019, à deux mois des élections, le PPE avait, très hypocritement « suspendu » le Fidesz. Suspendu mais pas exclu, car le bon score électoral prévisible du parti d'Orban venait grossir les rangs du PPE ! La politique reprend toujours ses droits sur la morale, ou l'éthique. Et le cynique Orban s'était même payé le luxe, dans une conférence de presse, de proclamer que son petit parti « réintégrerait » tout naturellement le PPE après les élections européennes. C'est la tache de trop. Le PPE va donc de la droite et du centre... à une frange d'extrême droite et populiste ! Le Parlement européen méritait mieux que ce malentendu touchant le parti le plus important de l'Assemblée !

Donald Tusk, souhaitons le, saura régler le problème. Il est compétent, brillant, « bosseur », et fin connaisseur de l'Europe. Durant la 8<sup>e</sup> mandature (2014-2019), il a su gérer, à la tête du Conseil européen, donc des Chefs d'État et de Gouvernement, et mené des négociations ardues au moment de la crise migratoire, de la crise grecque, de la préparation du Brexit. Prendre la tête d'un parti politique européen, fût-il le premier, est une « rétrogradation » de son parcours politique de haut niveau. C'est presque un gâchis. Mais ce peut être une chance aussi pour faire rebondir le PPE. Et puis, pour le PPE c'est le premier président originaire de l'Europe centrale...

Fervent défenseur de l'élargissement à tous les Balkans occidentaux, il a été très affecté du refus des dirigeants européens (suite au veto de la France !) d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie. Et il fait l'unanimité ! Il sera, sur ces questions, plus pugnace que son prédécesseur, l'Alsacien Joseph Daul. Sur l'élargissement, il aura fort à faire avec les élus issus de LR par exemple... François-Xavier Bellamy a déjà dénoncé un tel élargissement. LR rejoint Macron sur ce terrain sensible !

Tusk devra tenir compte des différents courants et mêmes, des postures franchement antagonistes. Il devra incarner le renouveau. Pas facile, mais il en a la carrure. Toutefois, dans son discours d'investiture, il n'a même pas évoqué l'écologie. Gênant, quand on sait que ce sera la priorité du Parlement comme de la Commission. Nous n'avons plus le choix, du reste. Il devra réparer la fracture entre l'Est et l'Ouest, sur l'État de droit ou le détachement des travailleurs... Le PPE veut aussi hausser le ton, face au président Macron, perçu par les Conservateurs comme une « menace sur la scène européenne » (attaque contre le Parlement dans l'affaire Goulard, attaque contre l'OTAN).

Rassembler le PPE, un défi plus qu'un challenge ! S'il réussit, il pourra peut-être un jour présider le Parlement. Il en a l'étoffe. Il a la foi européenne chevillée au corps. Dans tous les cas, il saura faire rayonner le Parlement européen, au delà de son parti.

### *Un observatoire du marché des fruits et légumes*

A l'initiative de la Commission européenne, un observatoire du marché des fruits et légumes est né récemment, afin de permettre à ce secteur clé de l'agriculture européenne de bénéficier d'analyses à court terme et d'une plus grande transparence sur les prix de la production et les échanges commerciaux.

On ne le sait pas forcément, mais les fruits et légumes représentent environ 24% de la valeur de la production agricole de toute l'UE. Ce n'est pas négligeable.

Ce nouvel observatoire se concentrera sur les fruits à pépins (pommes et poires), les agrumes, les fruits à noyau (pêches et nectarines) et les tomates.

Un conseil d'administration composé d'experts du marché se réunira de manière régulière, sur le même modèle que les autres observatoires déjà existants pour les secteurs du lait, de la viande, des céréales et du sucre. Il existe aussi un observatoire du vin, créé récemment également.

L'agriculture de l'Union européenne est la première du monde. Et la France est la première agriculture de l'UE et le premier exportateur agricole de l'UE, et sa réputation en termes de produits agro-alimentaires n'est plus à démontrer.

Avec cet observatoire des fruits et légumes, et celui du vin, l'Union progressera encore en régulation des marchés et des prix, comme en qualité.

La qualité alimentaire de l'Union est reconnue partout, générant une excellente attractivité pour le tourisme, et un excellent ambassadeur pour le monde.

### *La régulation de la pêche par l'Union européenne*

La sauvegarde des réserves halieutiques de la mer est un enjeu considérable pour l'avenir de la pêche européenne et des professions qui en dépendent.

Sans aucune régulation (les fameux quotas), il y aurait belle lurette qu'il n'y aurait plus rien à pêcher...

Très régulièrement, les Ministres de la pêche des 28 États membres se réunissent et travaillent beaucoup sur les politiques de prévention, à travers le Conseil « Agriculture et Pêche ». La prochaine réunion de ce Conseil important (rappelons que la protection des réserves halieutiques de la mer est une des - rares - compétences exclusives de l'Union) se réunira les 16 et 17 décembre 2019.

Les possibilités de pêche, ou les totaux admissibles des captures (TAC), sont des quotas fixés pour la plupart des stocks halieutiques commerciaux afin de maintenir ou restaurer des stocks sains, tout en permettant aux pêcheurs de maximiser leurs prises.

Pour prendre un exemple concret, la Commission a proposé, fin octobre, de pêcher 72 stocks dans l'Atlantique et en Mer du Nord en 2020. Le quota est augmenté ou inchangé pour 32 stocks. Il est réduit pour 40 stocks. Et l'ancien Commissaire européen pour l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, a déclaré : *« cette proposition vient renforcer nos efforts en faveur d'une pêche durable dans les eaux de l'Atlantique et de la Mer du Nord. Nous notons, depuis quelques années, une augmentation constante du nombre de stocks sains et, par conséquent, une augmentation des bénéfices du secteur de la pêche, fruit d'une gestion responsable et d'efforts continus de mise en œuvre des mesures prises en la matière. Merci à nos pêcheurs, qui sont les premiers à appliquer ces mesures de conservation, et également les premiers à bénéficier de l'augmentation des rendements ».*

Et l'année 2020 sera une nouvelle année de progrès grâce à ces efforts communs pour la pêche en Europe.

La Commission propose des possibilités de pêche au « rendement maximal durable » pour les stocks soumis à une évaluation scientifique complète, et à des « niveaux de précaution » pour les autres stocks.

Bien sûr, c'est le Conseil « Agriculture et Pêche » des 16 et 17 décembre qui évaluera ces propositions, débattrà puis décidera par vote de les amender, de les valider, ou de les rejeter. Si le texte est adopté, il sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

L'Union européenne veille sur nos poissons plus que tout autre continent du monde. Elle est un des plus importants espaces maritimes au monde. Sa responsabilité de protection des espèces est donc énorme, pour le bien commun. Et elle ne réussit pas trop mal. Il en va ainsi de la sauvegarde d'une profession, de la qualité alimentaire de toute une filière et de la santé des citoyens européens qui peuvent consommer des produits sains et très surveillés.

## Institutions européennes

### *Le parlement européen : une urgence climatique à la pointe du calendrier vert mondial*

*Par Noémie BOUNSAVATH*

*La veille de la prise de fonction de la Commission européenne d'Ursula Von Der Leyen et de la COP25, le Parlement européen a voté l'état d'urgence climatique au sein de l'Union européenne (UE). Un message fort sur la scène internationale, qui annonce la couleur des ambitions européennes en matière d'écologie.*

C'est lors de la session plénière de fin novembre que le texte est soumis aux votes des eurodéputés pour savoir si l'Union européenne déclare à son tour l'état d'urgence climatique, car si certains pays dont la France l'ont déjà fait, l'initiative à cette échelle est inédite.

La force non contraignante de la mesure a néanmoins une portée symbolique forte sur plusieurs aspects et arrive idéalement au milieu de l'élan écologique de cette fin d'année.

### **Une réponse audacieuse face à la position écologique des USA**

La déclaration de l'état d'urgence climatique s'érige comme une critique face à l'officialisation du retrait américain des accords de Paris (1) début novembre, les États-Unis étant deuxième émetteur de gaz à effet de serre au monde.

Face à l'enjeu climatique, insistant d'une part par la multiplication des effets dus au réchauffement climatique et, d'autre part face aux demandes des peuples autour du monde, la démarche européenne marque un contraste absolu devant le mépris américain pour la question écologique. Les États-Unis sont d'ailleurs les seuls parmi 197 pays à se retirer de cet accord.

### Une introduction encourageante du Parlement à la veille de la prise de fonction de la Commission européenne :

Le mandat de la nouvelle Commission européenne a commencé le 1er décembre, soit deux jours après la fin de la session parlementaire. La mesure fait indubitablement écho aux actions à venir. Elle introduit notamment parfaitement la dynamique de l'« agenda environnemental très fort et nouveau » (2) que souhaite mettre en place sa future présidente.

Son discours de présentation (3) devant le Parlement dépeignait l'urgence des actions à mener sur la question climatique au sein de l'Union européenne par la promesse de consacrer les 100 premiers jours de son mandat à légiférer pour l'écologie, notamment sur la neutralité carbone en 2050 et la mise en place d'une banque environnementale.

Demandé par la gauche parlementaire, cette déclaration sonne comme un moyen d'assurer les engagements pris sur la question climatique puisqu'« une fois que vous avez déclaré l'état d'urgence environnemental et climatique, c'est plus difficile de ne pas tenir les engagements qui ont été pris », prévenait Pascal Canfin, eurodéputé (Verts/Renew) (4).

### Un engagement fort et uni en vue de la COP25

La signature de cet état d'urgence coïncide avec la COP25 (5) qui commencera ce 2 décembre. La conférence réunira les signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (6).

Il s'agit de l'un des événements politiques les plus importants sur le sujet. Il s'inscrit dans la logique du sommet spécial sur l'action climatique à New-York qui a eu lieu en septembre. C'est l'occasion d'unifier l'implication et la considération des États membres de l'UE sur la question climatique sur la scène internationale.

On l'aura compris, l'engagement des États membres sur la déclaration de l'état d'urgence climatique sera un message symbolique. Mais il sera fort, ainsi qu'une introduction puissante pour cette nouvelle page européenne qui a commencé en ce début de mois.

#### Note

1. **Les accords de Paris** : Il s'agit du premier accord universel sur le thème du climat et du réchauffement climatique, signé en 2015 suite à la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21) ce texte qui n'est juridiquement pas contraignant pose néanmoins une contrainte politique qui vise à encourager les États à contenir le réchauffement climatique, limiter l'utilisation des énergies fossiles mais surtout limiter l'empreinte carbone des États. Signé par 197 pays il est le traité le plus signé de l'humanité.
2. L'« **agenda environnementale très fort et nouveau** » est la qualification employée par le Président de la République française Emmanuel Macron en soutien au programme écologique pour l'UE, lors de la présentation de la future Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen à l'Élysée le 23 Juillet 2019.
3. **Discours d'ouverture de la session plénière du Parlement européen**, Ursula von der Leyen, Candidate à la présidence de la Commission européenne : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH\\_19\\_4230](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH_19_4230)
4. « Une fois que vous avez déclaré l'état d'urgence environnemental et climatique, c'est plus difficile de ne pas tenir les engagements qui ont été pris » : **Citation de Pascal Canfin**, eurodéputé pour le groupe centriste Renew Europe au Parlement européen, groupe qui propose la déclaration de l'état d'urgence, lors d'une interview pour [EURACTIV.com](http://EURACTIV.com) à Bruxelles.
5. **COP25** : comme la COP21 (Conférence des Parties sur les objectifs climatiques de 2021), la COP25 est une conférence réunissant tous les pays signataires de la CCNUCC (197 états) sur la problématique du changement climatique. Elle aura lieu en décembre 2019 à Madrid.
6. **CCNUCC** : Cette convention vise à cerner le changement climatique dans le cadre des Nations Unies, c'est de cette convention que découlent les Conférences des Parties (COP).

#### Calendrier des événements :

Le **4 novembre** 2019 : Officialisation du retrait des États Unis d'Amérique des Accords de Paris

Du **23 au 26 novembre** 2019 : session plénière du Parlement européen de Strasbourg

Le **1er décembre** 2019 : prise de fonction de la commission européenne d'Ursula von der Leyen

Du **2 au 13 décembre** 2019 : La COP25

Image : [https://www.touteurope.eu/fileadmin/user\\_upload/PE\\_680.jpg](https://www.touteurope.eu/fileadmin/user_upload/PE_680.jpg)

**Suite de l'édito**

*Car là est bien le sujet que nous rappelle ce dramatique accident. La présence française au Mali, décidée en janvier 2013 par le Président Hollande, est bien la volonté et la nécessité de combattre les Djihadistes. Sans l'armée française, c'est un califat islamiste qui serait installé dans cette partie de l'Afrique grande comme l'Europe.*

*La conséquence directe pour l'Union serait de deux ordres : le premier un afflux massif de réfugiés, sans commune mesure avec ce que l'on a connu en 2015 ; le second une menace proche pour notre sécurité.*

*La France n'est pas seule au Sahel, mais elle est la seule à opposer aux terroristes une armée expérimentée de 4 500 hommes. Les Britanniques mettent à disposition des hélicoptères de transports de troupes et de fret mais ne s'engagent pas au-delà de cet appui logistique ; les Allemands ont envoyé des instructeurs pour former l'armée malienne mais ils refusent le combat direct ; les Estoniens et les Tchèques ont quelques unités qui combattent auprès des Français, leur engagement est à saluer.*

*Sur place 5 pays du Sahel ont constitué une coalition pour faire front aux Djihadistes. 5 000 hommes sont déployés : Maliens, Mauritaniens, Burkinabés, Nigériens et Tchadiens. Ce sont eux qui paient le plus lourd tribut ; mais qui s'en soucient ! L'armée malienne a perdu 100 hommes en quelques semaines...cela n'a pas fait la une de la presse occidentale. Car il faut avoir conscience que le Mali n'est pas le seul pays attaqué par les terroristes. La menace s'est propagée dans toute la région. Le Niger et le Burkina Faso sont déstabilisés par des troupes ayant investi leur territoire.*

*L'ONU a aussi dépêché une force de 13 300 hommes « opération Minusma » pour stabiliser cette zone. Ces soldats, dont 773 militaires européens, n'interviennent pas dans les combats. C'est une force d'interposition qui est là pour maintenir la paix, réalité bien illusoire considérant qu'elle n'a pas face à elle des soldats dignes de ce nom, mais des criminels qui se moquent bien des lois de la guerre. Il y aurait beaucoup à dire aussi de l'ONU qui serait autant, sinon plus, à réformer que l'OTAN !*

*Le Président français demande donc davantage d'engagement à ses homologues. Mais cela se heurte à bien des incompréhensions. La première est que nombre de pays qui n'ont pas connu d'attentats sur leur territoire ont du mal à se projeter et à considérer la lutte contre le terrorisme comme une priorité. La deuxième est que la plupart des pays membres de l'UE ont une très mauvaise connaissance de l'Afrique et de ses réalités, d'où une réserve quant à un engagement aussi lointain. La troisième tient à ce que les armées de la plupart des pays de l'Union ne sont pas aguerries à intervenir avec autant d'efficacité que le sont les armées britanniques et françaises.*

*Emmanuel Macron propose cependant à ses partenaires de mieux partager le fardeau. Pour cela il souhaite la création d'une task force constituée des forces spéciales européennes. Une dizaine de pays pourraient participer à cette force parmi lesquels l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la République tchèque, le Danemark et l'Estonie.*

*Par une telle initiative d'eupéanisation d'opérations, c'est davantage une légitimité politique que cherche la France qu'une efficacité militaire.*

*Si cela se met en place, ce sera un pas fait dans le bon sens, mais en aucun cas un sursaut vers une défense européenne. En témoigne encore la démarche du Danemark suivi par une dizaine de pays qui demandent à ce que l'affectation des fonds européens de la défense soient utilisés dans le respect de la politique de concurrence et de la compétitivité, comme si fabriquer des armes était un commerce comme un autre !*

*Une défense sans diplomatie ça n'existe pas ; une diplomatie sans État ça n'existe pas non plus. L'urgence est bien de savoir ce que l'on veut faire de l'Union européenne : une puissance fédérative ou un seul et vaste marché économique, commercial et financier ?*

*Les pays qui répondront à cette question répondront aussi à l'Europe que nous aurons !*

*Les prochaines dates de l'actualité européenne*

Mercredi 11 décembre à Bourg-en-Bresse (01)

Mardi 17 décembre à Le Teil (07)

En 2020 : soirée à Lyon tous 1<sup>er</sup> lundi des mois pairs à 18 h 30

Lundi 3 février

Lundi 6 avril

Lundi 8 juin

Lundi 5 octobre

Lundi 7 décembre

Procurez-vous la compilation de 10 ans d'articles d'actualité européenne rassemblés dans  
4 volumes thématiques

Tome 1 (10 €)

*Dettes souveraines des États membres de  
l'Union européenne : la Grèce au milieu du chaos*

Alain Malégarie – Alain Réguillon

Tome 2 : (10 €)

*Migration : le dossier qui empoisonne l'Union européenne*

Alain Réguillon

Tome 3 (15 €)

*Marché intérieur et mondialisation*

Alain Malégarie

Alain Réguillon

Tome 4 (5 €)

*Union européenne : l'insuffisante intégration !*

Alain Réguillon

Les 4 tomes : 35 € au lieu de 40 € (si envoi, 4,30 € frais de transport)

---

Bon de commande\*

Nom et prénom.....

Adresse postale :

.....  
.....  
.....

Adresse courriel :.....@.....

Commande le tome 1 – 2 – 3 – 4 (rayer la mention inutile) + 2,40€ frais de transport

. Commande les 4 tomes + 4,30 € frais de transport

Chèque d'un montant de .....à l'ordre de Presse fédéraliste

Date et signature

\*disponible aussi à la Maison des Européens Lyon  
7, rue Amédée Bonnet à Lyon 6<sup>e</sup>